



HALTE A LA REPRESSION!

Pour la libération immédiate d'Aurore Martin

**Pour les droits des prisonnier-e-s politiques basques
Pour leur libération**

LE COMBAT CONTINUE!

La conférence d'Aiete pour la paix, il y a un an

La déclaration qui en est issue contenait deux points essentiels. D'une part, elle invitait l'ETA à arrêter définitivement son activité armée, d'autre part elle encourageait alors vivement les gouvernements d'Espagne et de France "à consentir l'ouverture d'un dialogue traitant exclusivement des conséquences du conflit". Si le premier point a été respecté, puisque l'ETA a répondu positivement quelques jours après qu'ait été rendue publique la déclaration, par contre aucun des deux états n'a encore fait le moindre pas pour amorcer le dialogue. Ils maintiennent la voie répressive, les arrestations se poursuivent et les conditions de détention des presos restent toujours aussi dures. Il s'agit d'une véritable provocation de leur part, d'une tentative de sabotage du processus de résolution du conflit.

Hollande-Ayrault-Valls ont osé: ils ont livré Aurore Martin aux autorités espagnoles!

Le ministre de l'intérieur Manuel Valls suit pas à pas le gouvernement Rajoy en refusant toute avancée sous le prétexte que l'ETA ne s'est pas dissoute. Pire, il livre Aurore Martin aux autorités espagnoles ce 1er novembre. Hollande-Valls ont donc appliqué le mandat d'arrêt européen (MAE) qui menaçait Aurore depuis deux ans et que Sarkozy-Guéant n'avaient pas mis à exécution. Une fois de plus, le MAE est mis au service de la répression politique. **L'abrogation du MAE et des mesures et lois d'exception est plus que jamais à l'ordre du jour.**

L'indignation est grande en Pays Basque, les rassemblements de protestation sont quasi quotidiens et massifs. Les élu-e-s de tous bords interpellent le gouvernement français et demandent le retour immédiat d'Aurore.

Cette extradition est une provocation policière qui vise la liberté d'expression de celles et

ceux qui, de part et d'autre des Pyrénées, considèrent que la solution à 40 années de guerre est enfin à portée de main. C'est l'acte odieux de deux gouvernements qui veulent attiser la violence, poursuivre la guerre et continuer à verser le sang. Manuel Valls est un pyromane dirigé par un irresponsable, Hollande, qui, aussitôt élu, tourne le dos à ses promesses (déclaration de juillet 2011).

Pour les droits des presos! Pour l'amnistie!

Aujourd'hui 624 militant-e-s basques sont emprisonné-e-s, dont 137 dans l'État français. 14 sont gravement malades. 169 pourraient être placés-e-s en liberté conditionnelle. Ils-elles sont dispersés-e-s dans des prisons en général très éloignées du Pays Basque. **Mobilisons-nous massivement pour revendiquer la libération de tous les presos et leur retour au Pays Basque détenteurs-trices de tous leurs droits, de même pour les réfugiés,** ainsi que, dans l'immédiat:

- * le regroupement des prisonnier-e-s au Pays Basque,
- * la libération des prisonnier-e-s malades, de celles et ceux qui sont « conditionnables » ou qui ont accompli les 2/3 de leur peine,
- * la fin des mesures d'exception (dispersion, mesures d'isolement...),
- * l'abrogation des mesures qui mènent à une condamnation à perpétuité,
- * la fin de la persécution des réfugié-e-s politiques basques.

Au delà, la question de l'amnistie des presos et des réfugié-e-s est, avec le droit à l'autodétermination, un élément essentiel de la résolution du conflit.

NPA Pays Basque

Contact: npa.paysbasque@gmail.com